

**CAHIER DES CLAUSES ADMINISTRATIVES
PARTICULIERES DE TECHNIQUES
DE L'INFORMATION ET DE LA COMMUNICATION
INFO 24-002**

Organisé en application des dispositions
du Code de la Commande Publique

**Abonnement et maintenance
de logiciels**

**Acquisition complémentaires
et prestations associées**

SOMMAIRE

PAGES

Table des matières

CHAPITRE 1 – GENERALITES	4
ARTICLE 1 : PARTIES CONTRACTANTES	4
ARTICLE 2 : OBJET DU MARCHÉ	4
ARTICLE 3 : FORME DU MARCHÉ	5
ARTICLE 4 : DECOMPOSITION DU MARCHÉ	5
4.1 Décomposition en lots	5
4.2 Décomposition en tranches	6
4.3 Décomposition en phases	6
ARTICLE 5 : DUREE DU MARCHÉ	6
ARTICLE 6 : FORME D'EXECUTION DU MARCHÉ	6
6.1 Ordres de service	6
6.2 Bons de commande	6
6.3 Marchés subséquents	8
6.4 Commandes hors accord-cadre	9
6.5 Prestations similaires et livraisons complémentaires	9
ARTICLE 7 : CLAUSES SOCIALES ET ENVIRONNEMENTALES	9
7.1 Clause environnementale	9
7.2 Clause sociale	9
ARTICLE 8 : PIECES CONTRACTUELLES	9
ARTICLE 9 : CONFIDENTIALITE - PROTECTION DES DONNEES PERSONNELLES - MESURES DE SECURITE	10
ARTICLE 10 : CONDITIONS PARTICULIERES	10
10.1 Respect du Règlement Intérieur et Hôpital sans tabac	10
10.2 Respect des principes de la République	11
CHAPITRE 2 : PRIX ET REGLEMENT	11
ARTICLE 11 : CONTENU DU PRIX	11
ARTICLE 12 : MODALITE DE VARIATION DU PRIX	12
ARTICLE 13 : MODALITES DE REGLEMENT	13
13.1 Avance	13
13.2 Acomptes	13
13.3 Contenu de la demande de paiement	13
13.4 Remise de la demande de paiement	14
13.5 Comptables assignataires	14
13.6 Délais de paiement	15
13.7 Escomptes	15
13.8 Intérêts moratoires	15
CHAPITRE 3 : DELAIS	15
ARTICLE 14 : DELAI D'EXECUTION	15
ARTICLE 15 : PENALITES	16
15.1 Pénalités pour retard	16
15.2 Pénalités pour indisponibilité	17
15.3 Pénalités diverses	17
15.4 Pénalités pour défaut d'insertion	17
ARTICLE 16 : PRIME	18

CHAPITRE 4 : EXECUTION	18
ARTICLE 17 : MODALITES PARTICULIERES D'EXECUTION	18
17.1 Admission des prestations non comprise dans la maintenance forfaitaire	18
17.2 Moyens mis à disposition du titulaire	18
17.3 Aménagement des locaux destinés à l'installation du matériel objet du marché	18
17.4 Mise à jour et nouvelles versions de logiciels – Documentation technique	18
17.5 Clause de réexamen	18
17.6 Exécution de la prestation aux frais et risques	19
ARTICLE 18 : CONSTATATION DE L'EXECUTION DES PRESTATIONS – GARANTIE ..	19
18.1 Installation et mise en ordre de marche.....	19
18.2 Opérations de vérification.....	19
ARTICLE 19 : MAINTENANCE, TIERCE MAINTENANCE APPLICATIVE ET INFOGERANCE	21
ARTICLE 20 – RESILIATION	21
ARTICLE 21 – DIFFERENDS	21
ARTICLE 22 – DEROGATIONS	22
ARTICLE 23 – ANNEXES.....	22

INTRODUCTION

Conformément à la loi du 26 janvier 2016 relative à la modernisation de notre système de santé, le Groupement Hospitalier de Territoire de la Sarthe (GHT 72) est créé, depuis le 1^{er} juillet 2016, par une convention constitutive.

La fonction achat du GHT 72 est dévolue à l'établissement support du GHT 72 : le Centre Hospitalier du Mans.

Dans ce contexte, le Centre Hospitalier du Mans réalise les achats pour lui-même et pour le compte des établissements *parties* du GHT 72, à savoir le :

- Centre Hospitalier de Château du Loir
- Centre Hospitalier de La Ferté Bernard
- Centre Hospitalier du Lude
- Pôle Hospitalier et Gériatrique Nord Sarthe (Sites de Beaumont sur Sarthe, Bonnétable et Sillé le Guillaume)
- Centre Hospitalier de Saint Calais
- Etablissement Public de Santé Mentale de la Sarthe (EPSM)
- Pôle Santé Sarthe et Loir (PSSL)
- EHPAD de Bessé sur Braye

Dans le cadre du GHT 72, le Centre Hospitalier du Mans, établissement support, réalise la procédure d'achat pour son propre compte et le compte des Etablissements membres du GHT 72.

Le présent marché applique le Cahier des Clauses Administratives Générales des marchés publics de techniques de l'information et de la communication dans sa rédaction approuvée par l'arrêté du 30/03/2021.

CHAPITRE 1 – GENERALITES

ARTICLE 1 : PARTIES CONTRACTANTES

Le présent marché est conclu entre :

- Le Centre Hospitalier du Mans, représenté par le Directeur Général, représentant le pouvoir adjudicateur, pour le compte des établissements listés ci-dessus, d'une part ;
- Et,
- Le titulaire, dont l'acte d'engagement accompagné de ses éventuelles annexes a été daté et signé par une personne habilitée à engager la société, d'autre part.

ARTICLE 2 : OBJET DU MARCHE

Le présent marché a pour objet l'Abonnement et la maintenance de logiciels, l'acquisition de licences (modules, interfaces...) complémentaires et les prestations associées.

ARTICLE 3 : FORME DU MARCHE

Les prestations s'exécuteront sous forme d'un accord-cadre à bons de commande en application des articles R.2162-1 à R.2162-5 et R.2162-13 à R.2162-14 du Code de la commande publique.

ARTICLE 4 : DECOMPOSITION DU MARCHE

4.1 Décomposition en lots

Les prestations visées au présent CCAP sont réparties en lots traités par marchés séparés et définis comme suit :

LOTS n°	INTITULE
1	Abonnement Centre de Vaccination à la médecine des voyages
2	Logiciel de soins (Projet de Soins Informatisé) PSI / tablettes de soins / Accès Banque Claude Bernard
3	Abonnement Orthense
4	Abonnement Télé Expertise
5	Abonnement THESORIMED
6	THESI (manuel de prélèvement)
7	Logiciel CARDPRESSO
8	Logiciel MEDCALC
9	LICENCES Autodesk / Autocad
10	Application Planning-Medical.com
11	Logiciel de gestion des plannings Planiciel
12	Logiciel de gestion de la dette OPTIM DETTE
13	Location, Hébergement et Maintenance SIG THETIS
14	Licence KEMP
15	Licences ABRAXIO
16	Logiciel de gestion de la dette ORFEOR
17	Logiciel TODOBACKUP
18	Solution RFID NEDAP
19	Application GT ARCH, Gestion de tutelle
20	Messagerie sécurisée Passerelle SMS (plan blanc) Convergence
21	Logiciel RAMSES "Gestion du linge informatisée"
22	Logiciel RGPD MY DPO
23	Logiciel caisse enregistreuse Crisalid
24	Télégestion mobile & Maintenance logiciel APOZEME SSIAD
25	Logiciel de gestion de planning FOCAT PLANNING module WEB

4.2 Décomposition en tranches

Il n'est pas prévu de décomposition en tranches.

4.3 Décomposition en phases

Il n'est pas prévu de décomposition en phases.

ARTICLE 5 : DUREE DU MARCHÉ

Le marché est conclu pour une durée de douze mois.

Le marché est tacitement reconductible trois fois par période de douze mois. Le titulaire ne peut la refuser. En cas de non-reconduction du marché, le titulaire sera informé au moins 2 mois à l'avance avant la fin de la période d'exécution en cours.

Le marché s'exécutera à compter de la notification.

ARTICLE 6 : FORME D'EXECUTION DU MARCHÉ

6.1 Ordres de service

Sans objet

6.2 Bons de commande

A/ Exécution des bons de commande

L'accord-cadre fait l'objet de bons de commande conclu avec le Titulaire retenu pour chaque lot.

Les accords-cadres sont conclus sans minimum et avec un maximum par lots pour leur durée totale :

Lot n°	Libellé	Etablissement du GHT72	Montant maximum HT sur la durée du marché	Montant maximum TTC sur la durée du marché
1	Abonnement Centre de Vaccination à la médecine des voyages	CHM	6 250	7 500
2	Logiciel de soins (Projet de Soins Informatisé) PSI/tablettes de soins /Accès Banque Claude Bernard	EHPAD Bessé s/Braye	142 500	171 000
		PHGNS		
3	Abonnement Orthense	CHM	18 500	22 200
4	Abonnement Télé Expertise	CHM	79 167	95 000,00
5	Abonnement THESORIMED	CHM	33 333	40 000
6	THESI (manuel de prélèvement)	CHM	12 083	14 500
7	Logiciel CARDPRESSO	CHM	2 917	3 500
8	Logiciel MEDCALC	CHM	2 083	2 500

Lot n°	Libellé	Etablissement du GHT72	Montant maximum HT sur la durée du marché	Montant maximum TTC sur la durée du marché
9	LICENCES Autodesk /Autocad	CHM	76 667	92 000
		EPSM		
10	Application Planning-Medical.com	CHM	41 667	50 000
		PSSL		
11	Logiciel de gestion des plannings Planiciel	EHPAD Bessé s/Braye	45 833	55 000
		St CALAIS		
		PHGNS		
		LE LUDE		
12	Logiciel de gestion de la dette OPTIM DETTE	CHM	147 500	177 000
		STC		
		CDL		
		LE LUDE		
		EPSM		
		PSSL		
13	Location, Hébergement et Maintenance SIG THETIS	EPSM	3 333	4 000
14	Licence KEMP	EPSM	15 000	18 000
15	licences ABRAXIO	EPSM	44 167	53 000
16	Logiciel de gestion de la dette ORFEOR	LA FERTE BERNARD	15 417	18 500
17	Logiciel TODOBACKUP	LA FERTE BERNARD	16 250	19 500
18	Solution RFID NEDAP	PSSL	6 250	7 500
19	Application GT ARCH, Gestion de tutelle	PHGNS	18 333	22 000
		PSSL		
		St CALAIS		
20	Messagerie sécurisée Passerelle SMS (plan blanc) (téléalerte au CHM) Convergence,	St CALAIS	4 667	5 600
21	Logiciel RAMSES "Gestion du linge informatisée"	St CALAIS	10 417	12 500
22	Logiciel RGPD MY DPO	EPSM	14 167	17 000
23	Logiciel caisse enregistreuse Crisalid	EPSM	5 833	7 000
24	Télégestion mobile & Maintenance logiciel APOZEME SSIAD	PHGNS	55 000	66 000
25	Logiciel de gestion de planning FOCAT PLANNING module WEB	PHGNS	5 000	6 000

Le marché s'exécute par émission de bons de commande au fur et à mesure des besoins exprimés par l'acheteur.

Le titulaire se conforme strictement aux bons de commande qui lui sont transmis dans le cadre du présent marché.

Les bons de commande sont écrits. Ils sont notifiés en un exemplaire au titulaire.

Les commandes seront passées par l'établissement concerné au moyen de bons de commande signés du Directeur des Achats ou de son représentant.

Dans le cadre de la mise en œuvre du SDSI (schéma directeur du système d'information), le CHM en tant qu'établissement support, pourra passer des commandes et liquider des factures, relatives à la mise en place dans les établissements parties, de licences, interfaces ou toutes prestations rendues nécessaires, sur tous les lots du marché.

Chaque bon de commande comportera :

- Le numéro et l'objet du marché ;
- Le numéro et la date du bon de commande ;
- Le nom ou la raison sociale du titulaire ;
- Le détail des prestations, articles ou produits et les quantités commandées et la référence au devis établi par le titulaire ;
- Le montant unitaire HT et TTC des prestations
- Le montant prévisionnel total HT et TTC des prestations ;
- Les délais d'exécution des prestations.

Il est rappelé que le délai de livraison commence à courir à compter de la date de réception du bon de commande.

B / Annulation d'un bon de commande

L'annulation d'un bon de commande n'a pas pour objet de résilier le marché à bons de commande et constitue une simple mesure d'exécution du contrat.

Le pouvoir adjudicateur se réserve la possibilité d'annuler par voie écrite et émis de manière dématérialisée (télécopie, courriel) toute commande n'ayant pas encore été exécutée.

L'annulation interviendra dans un délai maximum de 5 jours ouvrés avant la date de commencement d'exécution.

Si une avance a été versée, elle devra être remboursée dans un délai de 15 jours à compter de l'annulation du bon de commande.

L'annulation d'un bon de commande en donnera lieu à aucune indemnisation, toutefois si l'annulation de prestations ayant fait l'objet d'un bon de commande intervient du fait de l'acheteur, celui-ci reste redevable des frais réels engagés par le prestataire.

Le paiement de ces frais sera effectué sur présentation des justificatifs.

6.3 Marchés subséquents

Sans objet

6.4 Commandes hors accord-cadre

Pour des besoins occasionnels de faible montant, le pouvoir adjudicateur peut s'adresser à un prestataire autre que les titulaires de l'accord-cadre, pour autant que le montant cumulé des achats ne dépasse pas 3% du montant maximum de chaque lot.

6.5 Prestations similaires et livraisons complémentaires

Les prestations de services objet du présent marché pourront donner lieu à la réalisation de prestations similaires. Ces prestations s'exécuteront conformément à un nouveau marché passé sans publicité ni mise en concurrence préalable, en application de l'article R.2122-7 du code de la commande publique.

Les prestations de fournitures objet du présent marché pourront donner lieu à la réalisation de livraisons complémentaires. Ces prestations s'exécuteront conformément à un nouveau marché passé sans publicité ni mise en concurrence préalable, en application de l'article R.2122-4 du code de la commande publique.

ARTICLE 7 : CLAUSES SOCIALES ET ENVIRONNEMENTALES

7.1 Clause environnementale

Sans objet

7.2 Clause sociale

Sans objet

ARTICLE 8 : PIECES CONTRACTUELLES

Par dérogation à l'article 4.1 du CCAG-TIC, les pièces contractuelles sont les suivantes et prévalent dans l'ordre énuméré ci-dessous * :

- L'Acte d'engagement (AE) ou ATTRI 1 et ses éventuelles annexes dont le Bordereau des Prix Unitaires (B.P.U.), dans la version résultat des dernières modifications éventuelles, gérées par modification du marché (avenant, acte de sous-traitance) et/ou par mise au point du marché ;
- Le présent Cahier des Clauses Administratives Particulières (C.C.A.P.) et ses éventuelles annexes ;
- Le Cahier des Clauses Techniques Particulières (C.C.T.P.) et ses éventuelles annexes ;
- Le Cahier des Clauses Administratives Générales (C.C.A.G.) des marchés publics de fournitures courantes et de services (arrêté du 30 mars 2021) (*Cette pièce générale est réputée connue des parties et n'est pas jointe au dossier de consultation*)
- l'offre technique du titulaire correspondant au contrat de licence et maintenance et à la convention de service décrivant le périmètre des prestations réalisées par le Titulaire(*)
- le cas échéant, le plan de sécurité des systèmes d'information (PSSI).
- Le Règlement Intérieur du (ou des) établissement(s) concerné(s)

* Seul fait foi l'exemplaire original conservé par l'administration du Centre Hospitalier du Mans, établissement support du GHT 72.

Les pièces générales ne sont pas jointes au présent Marché, elles sont réputées être connues des parties en présence et peuvent éventuellement les télécharger sur <http://www.legifrance.gouv.fr>

Cette liste n'est pas limitative, le Titulaire devant se conformer à tous les textes législatifs et réglementaires en vigueur régissant l'objet du Marché.

Pour l'ensemble de ces textes, il sera toujours fait application de la dernière édition avec mise à jour, additif, rectificatif en vigueur à la date de signature de l'acte d'engagement.

Le Titulaire ne peut se prévaloir, dans l'exercice de sa mission, d'une quelconque ignorance des textes énumérés ci-dessus et d'une manière générale, de tout texte et de toute la réglementation intéressant son activité pour l'exécution du Marché.

Quoiqu'il en soit, la seule signature de l'acte d'engagement entraîne l'acceptation des pièces du présent marché dans leur totalité.

Toute clause portée dans les documents constituant l'offre du titulaire est réputée non écrite dès lors qu'elle apparaît contraire aux stipulations des autres pièces contractuelles. Cette disposition est notamment mais non exclusivement applicable aux conditions générales de vente proposées par le titulaire dans son offre.

ARTICLE 9 : CONFIDENTIALITE - PROTECTION DES DONNEES PERSONNELLES - MESURES DE SECURITE

A l'occasion de leurs missions, les personnels du titulaire peuvent avoir connaissance et détenir des documents et des informations de nature confidentielle relatifs aux installations, matériels et activités du Centre Hospitalier du Mans ou des autres établissements membre du GHT 72. En conséquence, ils seront tenus d'observer la plus grande discrétion et de respecter rigoureusement l'obligation de réserve pendant toute la durée de la prestation, voire au-delà du terme du contrat de travail. L'employeur devra apporter la preuve qu'il a intégré une clause de confidentialité aux contrats des personnels du titulaire intervenant dans le cadre de la prestation. Un rappel des obligations de réserve sera fait régulièrement par leur employeur.

Toutes les données transférées au titulaire dans le cadre de l'exécution du présent marché ont un caractère stratégique et strictement confidentiel. L'ensemble de ces données et fichiers sont soumis au respect de la loi la loi n°78-17 du 6 janvier 1978 « Informatique et libertés » dans sa dernière version et relève de la vie privée et du secret professionnel.

Le titulaire du marché s'engage à respecter la réglementation en vigueur applicable au traitement de données à caractère personnel et, en particulier, le règlement (UE) 2016/679 du Parlement européen et du Conseil du 27 avril 2016 applicable à compter du 25 mai 2018.

ARTICLE 10 : CONDITIONS PARTICULIERES

10.1 Respect du Règlement Intérieur et Hôpital sans tabac

Le titulaire du marché est tenu au respect du règlement intérieur du (ou des) Centre(s) Hospitalier(s) concerné(s). Le règlement intérieur sera transmis au titulaire à la notification du marché.

Par ailleurs, en tant qu'établissement de santé, le Centre Hospitalier du Mans a décidé de renforcer son action en faveur de la prévention des risques liés au tabac et s'engage dans la stratégie nationale de promotion des lieux de santé sans tabac.

Pour soutenir les personnes en cours de sevrage et pour protéger les non-fumeurs, toute l'enceinte du CHM, y compris les espaces extérieurs, est non-fumeur.

Seules quelques zones fumeur clairement identifiées restent à disposition des personnes qui souhaitent continuer l'usage du tabac.

En cas de non-respect de l'interdiction de fumer hors des zones fumeur, le titulaire s'expose à une pénalité forfaitaire de 10 € par manquement constaté.

D'une manière générale, le titulaire ne peut se prévaloir dans l'exercice de sa mission d'une quelconque ignorance des textes énumérés au présent CCAP (Lois, Décrets, Arrêtés, Règlements, circulaires, ...) de tous textes administratifs nationaux d'une manière générale, de tout texte et de toute la réglementation intéressant son activité pour l'exécution du présent marché public.

10.2 Respect des principes de la République

La loi du 24/08/2021 (confortant les principes de la République) impose au titulaire du marché (si ce marché lui confie l'exécution d'un service public), d'assurer l'égalité des usagers devant le service public et de veiller au respect des principes de laïcité et de neutralité du service public.

À ce titre, le titulaire doit notamment veiller à ce que ses salariés et l'ensemble des personnes sur lesquelles il exerce une autorité hiérarchique ou un pouvoir de direction (dans la mesure où ils participent eux-mêmes à l'exécution du service public) s'abstiennent de manifester leurs opinions politiques ou religieuses et traitent de manière égale toutes les personnes et respectent leur liberté de conscience et leur dignité.

Le titulaire doit également veiller à ce que toute autre personne à laquelle il confie pour partie l'exécution du service public (par exemple, un sous-traitant) s'assure du respect de ces mêmes obligations.

Des contrôles pourront être mis en place et des sanctions prononcées, lorsque le titulaire du marché ne prendrait pas les mesures adaptées pour mettre en œuvre ces obligations et faire cesser les éventuels manquements constatés.

CHAPITRE 2 : PRIX ET REGLEMENT

ARTICLE 11 : CONTENU DU PRIX

Le prix du présent marché est réputé établi sur la base des conditions économiques du mois de remise limite des offres finales dit mois m₀.

Les prix sont réputés comprendre toutes les charges fiscales ou autres frappant obligatoirement les prestations, les frais afférents au conditionnement, au stockage, à l'emballage, à l'assurance et au transport jusqu'au lieu de livraison, les frais afférents à l'application de l'article 18.1.2 du CCAG TIC, ainsi que toutes les autres dépenses nécessaires à l'exécution des prestations, les marges pour risque et les marges bénéficiaires.

Les frais de manutention et de transport, qui naîtraient de l'ajournement ou du rejet des prestations, sont à la charge du titulaire.

La rémunération du titulaire au titre de la maintenance couvre les frais de la main-d'œuvre qui leur est affectée, y compris les indemnités de déplacement et les frais nécessités par les modifications mentionnées à l'article 39.1 du CCAG TIC.

ARTICLE 12 : MODALITE DE VARIATION DU PRIX

Le prix est **révisable**.

Aucune demande de révision de prix ne pourra intervenir pendant la première année du marché à la demande du titulaire ou de l'acheteur.

Au-delà, les prix seront révisés à la hausse comme à la baisse, annuellement à la date anniversaire du contrat. Le titulaire enverra ses prix révisés au moins deux mois avant chaque échéance annuelle.

La demande de révision devra contenir :

- La valeur de(s) l'indice(s)
- La formule de révision
- Les prix initiaux des annexes financières du marché
- Les prix révisés des annexes financières du marché

Cette demande devra être adressée au Directeur des achats de l'établissement concerné ou son représentant.

La formule de révision applicable est la suivante :

$$P1 = Po (0,15 + (0,85 \times \ln/lo))$$

dans laquelle :

P1 = prix révisé

Po = prix de la redevance de l'année de base, lors de la première demande de révision, puis de l'année n-1 lors des révisions suivantes

ln = indice SYNTEC du mois de mars de l'année en cours

lo = indice SYNTEC du mois de mars de l'année de base, lors de la première demande de révision, puis du mois de mars de l'année n-1 lors des révisions suivantes

Index de référence : SYNTEC

Tous les indices sont publiés au **B.O.C.C.R.F.** : **B**ulletin **O**fficiel de la **C**oncurrence, de la **C**onsommation et de la **R**épression des **F**raudes ou sur le site de l'INSEE (<https://www.insee.fr/fr/information/2411675>).

Clause de sauvegarde

Dans le cas où le prix ajusté entraînerait une augmentation annuelle supérieure à 3%, le Directeur des Achats du Centre hospitalier du Mans, établissement support du GHT 72, après avoir évalué la situation économique et les conditions de la concurrence, se réserve la possibilité soit de :

- ✓ Plafonner l'augmentation à 3%,
- ✓ De ne pas reconduire le marché.
- ✓ De résilier le marché.

ARTICLE 13 : MODALITES DE REGLEMENT

13.1 Avance

L'avance ne pourra être mandatée qu'après la constitution d'une garantie à première demande conformément aux dispositions de l'article R.2191-7 du Code de la Commande Publique. En aucun cas une caution personnelle et solidaire ne pourra être proposée.

En application de l'**Option A** prévue au CCAG retenu, le titulaire ou son sous-traitant admis au paiement direct bénéficient d'une avance calculée en application du code de la commande publique dès lors que le montant initial du marché est supérieur à 50 000 euros hors taxes et dans la mesure où le délai d'exécution est supérieur à deux mois.

Lorsque le titulaire ou le sous-traitant est une petite ou moyenne entreprise au sens du code de la commande publique, le taux de l'avance mentionné à l'article R. 2191-10 est fixé à **20 %**.

Lorsque le titulaire ou le sous-traitant n'est pas une petite ou moyenne entreprise au sens du code de la commande publique, le taux de l'avance est fixé à **10 %**.

L'avance est versée et remboursée selon les dispositions du code de la commande publique.

13.2 Acomptes

Sans objet

13.3 Contenu de la demande de paiement

Le règlement des sommes dues par l'établissement concerné au titre du marché est effectué suivant les règles de la Comptabilité Publique, ainsi que dans les conditions prévues par le C.C.A.G. mentionné dans le présent document.

Les demandes de paiement sont établies sous forme de facture comprenant les éléments suivants :

- La date d'émission de la facture ;
- Le numéro de la facture ;
- Les nom et adresse du créancier ;
- Le destinataire de la facture ;
- Le code d'identification du service en charge du paiement (centre de gestion) ;
- Le numéro et la date du marché (ainsi que le numéro et la date du bon de commande si marché à bons de commande) et les références du bon de livraison ;
- La date de livraison des fournitures ou d'exécution des services ou des travaux
- La quantité et la dénomination précise des produits livrés, des prestations et travaux réalisés ;
- Le prix unitaire hors taxes des produits livrés, des prestations et travaux réalisés ou, lorsqu'il y a lieu, leur prix forfaitaire ;
- Le montant total de la facture, le montant total hors taxes et le montant de la taxe à payer, ainsi que la répartition de ces montants par taux de taxe sur la valeur ajoutée, ou, le cas échéant, le bénéfice d'une exonération ;
- Le numéro de son compte bancaire ou postal tel qu'il est précisé à l'acte d'engagement ;
- Le cas échéant, les modalités de règlement ;
- Le cas échéant, les renseignements relatifs aux déductions ou versements complémentaires.

Les factures et les pièces justificatives nécessaires sont déposées sur le site Chorus Pro : <https://chorus-pro.gouv.fr>.

Toute facture reçue papier fera l'objet d'une suspension du délai de paiement jusqu'à son dépôt sur Chorus Pro.

13.4 Remise de la demande de paiement

La remise de la demande de paiement intervient :

- **Maintenance forfaitaire :**
Chaque trimestre dans le cas des prestations qui s'effectuent de façon continue. Le titulaire notifie alors à l'acheteur une demande de paiement trimestrielle établissant le montant total, arrêté à la fin du trimestre précédent, des sommes auxquelles il peut prétendre du fait de l'exécution du marché depuis le début de celui-ci.
- **Maintien en conditions opérationnelle :**
Les services seront facturés trimestriellement terme échu
- **Prestation non comprise dans la maintenance forfaitaire (prestations complémentaires) :**
 - **Prestation au Service Fait**
Après l'admission des prestations, conformément aux stipulations du marché et au plus tard dans le mois qui suit la signature du Procès-Verbal attestant du service fait
 - **Prestation unitaire**
L'échéancier de facturation pour celles dont le coût d'acquisition du droit d'usage est supérieur à 5 000 € HT est le suivant :
 - 30 % à la Mise en Ordre de Marche : installation des développements ou du paramétrage spécifique sur la plateforme de test permettant la réalisation des tests techniques et fonctionnels.
 - 50 % à la Vérification d'Aptitude : elle est prononcée à la fin des tests techniques et fonctionnels, quand l'ensemble des anomalies ont été corrigées.
 - 20 % à la Vérification de Service Régulier : elle est prononcée au bout de trois mois d'utilisation en production quand l'ensemble des anomalies ont été corrigées.Pour celles dont le coût d'acquisition du droit d'usage est inférieur ou égal à 5 000 € HT sont facturées 100% à la livraison.

13.5 Comptables assignataires

Les coordonnées des comptables assignataires de **chaque établissement membre du GHT 72** sont indiquées dans [l'Annexe A – Coordonnées des établissements membres du GHT 72](#) jointe au présent CCAP.

Dans le cadre de la mise en œuvre du SDIS (schéma directeur du système d'information), le CHM en tant qu'établissement support, pourra passer des commandes et liquider des factures, relatives à la mise en place dans les établissements parties, de licences, interfaces ou toutes prestations rendues nécessaires, sur tous les lots du marché.

13.6 Délais de paiement

Conformément aux dispositions de l'article R.2192-11 1° du Code de la Commande Publique, le délai maximum de paiement est de **50 jours** à compter de la date de réception de la facture.

13.7 Escomptes

Sans objet

13.8 Intérêts moratoires

Au cas où le délai maximum de paiement mentionné à l'article « Délai de paiement » du présent document ne serait pas respecté et conformément aux articles de R.2192-31 à R.2192-36 du Code de la Commande Publique, des intérêts moratoires seraient versés au titulaire par l'établissement concerné.

Conformément aux dispositions de l'article R.2192.31 du code de la commande publique, le taux des intérêts moratoires est égal au taux d'intérêt appliqué par la Banque Centrale Européenne à ses opérations principales de refinancement les plus récentes, en vigueur au premier jour du semestre de l'année civile au cours duquel les intérêts moratoires ont commencé à courir, majoré de huit points de pourcentage.

De plus, au versement des intérêts moratoires, s'ajoute une indemnité forfaitaire pour frais de recouvrement fixée à 40 euros.

CHAPITRE 3 : DELAIS

ARTICLE 14 : DELAI D'EXECUTION

14.1 Délais d'exécution des prestations

Délais d'exécution des prestations comprises dans le montant forfaitaire

Le délais d'exécution des prestations comprises dans la maintenance forfaitaire est régi par les GTI/GTR du CCTP.

Délais d'exécution des prestations non comprises dans la maintenance forfaitaire

Le délais d'exécution des prestations non comprises dans la maintenance forfaitaire sont négociés lors des réunions deancements qui fera l'objet d'un compte rendu validé par les deux parties.

Il comprendra une description du périmètre, la date de démarrage des prestations et un délai de mise en œuvre.

14.2 Prolongation du délai d'exécution

En application du CCAG-TIC, lorsque le titulaire est dans l'impossibilité de respecter les délais d'exécution, du fait de l'acheteur ou du fait d'un évènement ayant le caractère de force majeure, le pouvoir adjudicateur prolonge le délai d'exécution. Le délai ainsi prolongé a les mêmes effets que le délai contractuel.

Pour bénéficier de cette prolongation, le titulaire signale à l'acheteur les causes faisant obstacle à l'exécution du marché dans le délai contractuel. Il dispose, à cet effet, d'un délai de quinze jours à compter de la date à laquelle ces causes sont apparues ou d'un délai courant jusqu'à la fin du marché, dans le cas où le marché arrive à échéance dans un délai inférieur à quinze jours. Il indique, par la même demande, au pouvoir adjudicateur la durée de la prolongation demandée.

L'acheteur dispose d'un délai de quinze jours, à compter de la date de réception de la demande du titulaire pour lui notifier sa décision, sous réserve que le marché n'arrive pas à son terme avant la fin de ce délai.

La demande de prolongation ne peut être refusée, lorsque le retard est dû à l'intervention du prestataire, dans le cadre d'un ordre de réquisition.

Sous réserve que le marché n'ait pas lui-même pour objet de répondre à une situation d'urgence impérieuse résultant de situations imprévisibles, la demande de prolongation ne peut pas davantage être refusée, lorsque le retard est dû à l'intervention du prestataire, dans le cadre d'un marché passé en urgence impérieuse résultant de circonstances imprévisibles.

La durée d'exécution du marché est prolongée de la durée nécessaire à la réalisation des prestations réalisées sur réquisition ou pour les besoins du marché passé en urgence impérieuse.

Aucune demande de prolongation du délai d'exécution ne peut être présentée après l'expiration du délai contractuel d'exécution de la prestation.

ARTICLE 15 : PENALITES

Par dérogation à l'article 14.1.1 du CCAG-TIC, les pénalités énoncées ci-dessous sont cumulatives et encourues sans mise en demeure préalable, du simple fait de la constatation des faits.

Par dérogation à l'article 14.1.3 du CCAG-TIC, aucune exonération n'est prévue.

15.1 Pénalités pour retard

Par dérogation à l'article 14.1.2 du CCAG-TIC, le montant total des pénalités de retard pourra excéder 10 % du montant total hors taxes du marché, de la tranche considérée ou du bon de commande.

Par dérogation à l'article 14.1.1 du CCAG-TIC, la pénalité de retard s'applique selon la formule suivante :

$$P = V \cdot R / 600$$

dans laquelle :

- P correspond au montant des pénalités,
- V à la valeur des prestations (égale au montant hors variation de prix et hors TVA de la partie des prestations retardées)

- R = le nombre de jours calendaires de retard.

Le montant des pénalités sera plafonné à hauteur de 20% du montant total hors taxe du marché ou du bon de commande comprenant l'objet de la pénalité de retard.

15.2 Pénalités pour indisponibilité

Le calcul du montant des pénalités pour indisponibilité est régi par l'application des GTI/GTR du CCTP.

Un logiciel est indisponible lorsque, indépendamment de l'acheteur et en dehors des travaux de maintenance, son usage est rendu impossible soit par le fonctionnement défectueux d'une fonctionnalité, soit en raison de l'indisponibilité d'un autre élément du logiciel auquel il est lié par des connexions fournies et entretenues par le titulaire et auquel il est soumis pour l'exécution du travail en cours, au moment de l'incident. L'indisponibilité s'applique aux dernières versions du logiciel maintenues par le titulaire.

L'indisponibilité débute à la date d'ouverture de l'incident dans l'outil de gestion des incidents du titulaire.

Par dérogation à l'article 14.2.4 du CCAG TIC l'indisponibilité s'achève par la remise à disposition de l'acheteur du logiciel ou du service en état de marche en mode nominal, ou à défaut lorsqu'une solution de contournement de nature à permettre l'utilisation de l'application même en mode dégradé a été mise en place et acceptée par le pouvoir adjudicateur. Toutefois, lorsque les éléments réparés sont à nouveau indisponibles, pour les mêmes causes, dans les vingt-quatre heures d'utilisation après leur remise en état, la durée d'indisponibilité est décomptée à partir de la constatation de l'indisponibilité initiale.

Par dérogation à l'article 14.2.6 du CCAG TIC, sauf cas de force majeure, lorsque la durée d'indisponibilité observée dépasse les délais de résolution défini au CCTP

La pénalité est calculée par application de la formule suivante :

$$P = V \cdot R / 30$$

dans laquelle :

P = le montant de la pénalité ;

V = la valeur de la rémunération mensuelle versée au titre de la maintenance ou au titre des services d'exploitation ;

R = le nombre d'heures de retard.

Le montant cumulé des pénalités applicables au titre du non-respect des niveaux de service ne pourra dépasser dix (10) % de la rémunération annuelle du service en cause ou de la redevance annuelle de maintenance du Logiciel concerné par le retard.

15.3 Pénalités diverses

Pénalité pour non-respect de l'interdiction de fumer hors des zones fumeur : 10 € par manquement constaté.

15.4 Pénalités pour défaut d'insertion

Sans objet

ARTICLE 16 : PRIME

Sans objet

CHAPITRE 4 : EXECUTION

ARTICLE 17 : MODALITES PARTICULIERES D'EXECUTION

17.1 Admission des prestations non comprise dans la maintenance forfaitaire

Prestation au temps passé

Pour chaque commande, un décompte justificatif des prestations réalisées le mois M-1 sera transmise avant le 10 du mois M pour validation de l'acheteur.

Prestation unitaire

30 % à la Mise en Ordre de Marche : installation des développements ou du paramétrage spécifique sur la plateforme de test permettant la réalisation des tests techniques et fonctionnels.

50 % à la Vérification d'Aptitude : elle est prononcée à la fin des tests techniques et fonctionnels, quand l'ensemble des anomalies ont été corrigées.

20 % à la Vérification de Service Régulier : elle est prononcée au bout de trois mois d'utilisation en production quand l'ensemble des anomalies ont été corrigées.

Aucun sursis de livraison ne peut être demandé par le titulaire pour des événements survenus après l'expiration du délai d'exécution du marché, éventuellement déjà prolongé.

17.2 Moyens mis à disposition du titulaire

Sans objet.

17.3 Aménagement des locaux destinés à l'installation du matériel objet du marché

Sans objet

17.4 Mise à jour et nouvelles versions de logiciels – Documentation technique

Application du CCAG-TIC

17.5 Clause de réexamen

Conformément aux dispositions de l'article R.2194-1 du Code de la Commande Publique relatif aux modifications de marché public, le Centre Hospitalier du Mans, établissement support du GHT 72, se réserve la possibilité de recourir notamment à la clause de réexamen dans les conditions définies ci-après :

- Dans le cas où un établissement membre du Groupement Hospitalier de Territoire de la Sarthe (GHT 72), quel qu'il soit, recenserait un besoin similaire aux prestations, objet du présent marché public, et ce, pendant toute sa durée, lesdites prestations seraient intégrées au présent marché public.

Elles seront réalisées conformément au Cahier des Clauses Administratives et Techniques Particulières de l'accord cadre, et, éventuellement à son (ou ses) annexe(s), et aux conditions prévues à l'article R.2194-2 du Code de la Commande Publique.

Pour ce faire, un établissement membre du GHT 72 exprime, auprès du Centre Hospitalier du Mans, établissement support du GHT 72, un besoin similaire à celui décrit dans le présent marché public.

Dans ce cas, le Centre Hospitalier du Mans, établissement support du GHT 72, se réserve la possibilité de modifier le présent marché public en intégrant les prestations par la notification d'une « modification du marché » au titulaire. Cette modification précisera notamment le nom de l'établissement partie concerné, la durée d'exécution de la prestation et le lieu d'exécution.

- En application de l'article R. 2194-6 du code de la commande publique, en cas de changement de titulaire dans le cadre de la distribution de produits à titre exclusif.
- Dans le cadre d'évolutions des conditions financières soumises à la force majeure, dans la mesure où un accord financier peut être accepté par le pouvoir adjudicateur.

17.6 Exécution de la prestation aux frais et risques

Le pouvoir adjudicateur se réserve la possibilité, en application de l'article 45 du CCAG-TIC, de faire procéder par un tiers à l'exécution de tout ou partie des prestations prévues par le marché, aux frais et risques du titulaire.

ARTICLE 18 : CONSTATATION DE L'EXECUTION DES PRESTATIONS – GARANTIE

Opérations de vérification des Prestations unitaires :

18.1 Installation et mise en ordre de marche

L'installation et la mise en ordre de marche du ou des logiciel(s) sont réalisées par le titulaire. Par dérogation à l'article 29 du CCAG TIC, le titulaire dispose de 30 jours à compter de la date contractuelle de livraison pour effectuer la mise en ordre de marche.

Le procès-verbal de mise en ordre de marche (annexe 5 au CCAP) est remis par le titulaire à l'acheteur.

18.2 Opérations de vérification

18.2.1 Nature des opérations

Les prestations faisant l'objet du marché sont soumises à des vérifications quantitatives et qualitatives, destinées à constater qu'elles répondent aux stipulations du marché.

Les opérations de vérifications qualitatives comprennent deux étapes : la vérification d'aptitude et la vérification de service régulier.

18.2.2 Déroulement des opérations de vérification qualitatives

La vérification d'aptitude intervient à l'issue des trente (30) jours après la mise en ordre de marche. Elle a pour objet de constater que les prestations, livrées ou exécutées, présentent les caractéristiques techniques qui les rendent aptes à remplir les fonctions précisées dans les documents particuliers du marché.

Cette constatation peut aussi résulter de l'exécution, dans les conditions fixées par le marché, d'un ou de plusieurs programmes ou bancs d'essais.

L'acheteur arrête sa décision selon les modalités précisées à l'article 33.2 du CCAG-TIC. Si la décision de vérification d'aptitude est positive, la vérification de service régulier débute.

La vérification de service régulier a pour objet de constater que les prestations fournies sont capables d'assurer un service régulier dans les conditions normales d'exploitation prévues dans les documents particuliers du marché.

La régularité du service s'observe pendant trente jours, à partir du jour de la décision positive de vérification d'aptitude prise par l'acheteur.

Le service est réputé régulier si la durée cumulée, sur le mois, des indisponibilités imputables à chaque élément de matériel ne dépasse pas 2 % de la durée d'utilisation effective qui s'étend de 8 heures à 18 heures, du lundi au vendredi, jours fériés exclus.

L'acheteur arrête sa décision selon les modalités précisées à l'article 33.2 du CCAG-TIC.

18.2.3 Décision après vérification

Par dérogation à l'article 33.2 du CCAG-TIC, à l'issue des trente (30) jours après la mise en ordre de marche intervient la Vérification d'aptitude, le pouvoir adjudicateur décide de :

- prononcer l'admission des prestations
- ajourner l'admission des prestations
- rejeter les prestations

Par dérogation à l'article 33.2 du CCAG-TIC, à l'issue des trente (30) jours après la décision positive de vérification d'aptitude, le pouvoir adjudicateur décide de :

- prononcer l'admission des prestations
- ajourner l'admission des prestations
- rejeter les prestations

Pour ce faire, il utilise le Procès-Verbal de réception annexé au présent document.

Pour les fournitures logicielles dont le coût d'acquisition du droit d'usage est inférieur ou égal à 5 000€ HT, il est convenu, par dérogation aux dispositions de l'article 32 du CCAG-TIC, que la procédure de réception est simplifiée et réduite à une seule opération de vérification qui s'opère au moment de la mise en production. La livraison sur le site de l'établissement bénéficiaire se fait par simple communication des codes d'accès lui permettant de télécharger les composants depuis le site de téléchargement du titulaire.

Prestation au temps passé

Pour chaque commande, un décompte justificatif des prestations réalisées le mois M-1 sera transmise avant le 10 du mois M pour validation de l'acheteur.

Ajournement des prestations

Application du CCAG-TIC

Réfaction

Application du CCAG-TIC

Rejet

Application du CCAG-TIC.

18.2.4 Transfert de propriété

Application du CCAG-TIC

18.2.5 Garanties

Application du CCAG-TIC

ARTICLE 19 : MAINTENANCE, TIERCE MAINTENANCE APPLICATIVE ET INFOGERANCE

Application du CCAG-TIC

ARTICLE 20 – RESILIATION

Application du CCAG-TIC et notamment de ses dispositions relatives à l'exécution aux frais et risques du titulaire.

ARTICLE 21 – DIFFERENDS

En cas de contestation à l'occasion de la validité, l'interprétation, l'exécution, l'inexécution ou la résiliation de la prestation, les parties s'efforceraient de la régler à l'amiable avant toute action en justice, conformément aux dispositions du chapitre 9 du C.C.A.G. des marchés publics de fournitures courantes et de services.

En cas de litige, seul est compétent le Tribunal Administratif

Tribunal Administratif de Nantes
6 allée de l'île Gloriette - BP 24111
44041 NANTES Cedex.

Toutefois le différend peut être soumis à l'avis du comité consultatif du règlement amiable.

Comité consultatif de règlement amiable des litiges relatifs aux marchés publics :

DREETS des pays de la Loire
22 mail Pablo Picasso - BP 24209,
44042 Nantes cedex 1,
☎ 02 53 46 79 83
pays-de-la-loire.dreets.gouv.fr

ARTICLE 22 – DEROGATIONS

Articles du CCAG-TIC auxquels il est dérogé	Articles du présent CCAP	Objet
4.1	7	Pièces contractuelles
14.1.1 14.1.2 14.1.3 14.2.4 14.2.6	14	Pénalités
32	16.1.3	Décision après vérification
46.4.1.1	16.3	Transfert de propriété

ARTICLE 23 – ANNEXES

Annexe A – Coordonnées Etablissements GHT 72

Annexe 01 – Referentiel_de_securite_systeme_information_CHM

Annexe 02 – CharteSI_CHM_prestataire

Annexe 03 – Convention_Acces_Systeme_Information_CHLeMans

Annexe 04 - Clauses_conformite_Reglement_General_Protection_des_Donnees_CHM

Annexe 05 – Modèle PV de réception
